Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains des 12 - 15 février 2016

n° 19069

Participation du Président Iohannis à la 52ème conférence sur la sécurité de Munich.
Visite de Dacian Cioloș à Bruxelles et de Donald Tusk à Bucarest.
Le Gouvernement roumain prépare une série de mesures de lutte contre la pauvreté.
Réforme de la législation électorale : le parti national libéral souhaite traduire le Gouvernement en justice.

Participation du Président Iohannis à la 52ème conférence sur la sécurité de Munich (12-14 février). Les médias font écho à l'allocution du chef de l'Etat roumain prononcée en ouverture de la table ronde sur le thème « Entre assurance et réassurance ? L'avenir de l'OTAN », dans laquelle il a notamment insisté sur l'importance de la région de la mer Noire.

« *A la lumière des derniers événements et étant donné le contexte géopolitique, la zone de la mer Noire s'avère cruciale tant pour la sécurité régionale qu'euro-atlantique. Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir une approche limitée du point de vue stratégique. Notre compétence et expertise peuvent contribuer de manière substantielle à trouver des solutions aux problèmes de l'arc d'instabilité de la zone de la mer Noir* », a affirmé le Président roumain. Selon lui, la Roumanie reste un pilier de la démocratie et de la stabilité dans la région et continuera d'être « une source de sécurité à la frontière orientale de l'OTAN et de l'UE ». Le Président a rappelé le fait que les pays membres de l'OTAN de l'Europe centrale et orientale avaient augmenté leurs budgets pour la défense et se sont réunis le 4 novembre 2015 à Bucarest dans le cadre d'un sommet, présidé par Klaus Iohannis et son homologue polonais, Andrzej Duda.

Klaus Iohannis a rappelé les principaux défis auxquels l'Union européenne était confrontée en termes de sécurité. « La crise des migrants a particulièrement souligné la fragilité de la construction européenne et l'efficacité limitée de nos institutions. Jusqu'à la période très récente, le principal thème du débat était l'élargissement. Maintenant, il nous faut trouver des solutions pour maintenir la solidité et l'unité de l'Union européenne, le projet européen étant mis en question ». Le Président s'est prononcé pour une coopération et une coordination renforcées entre l'OTAN et l'Union européenne, qui serait « une garantie de la sécurité et de la prospérité ».

Le Président roumain a estimé que la prochaine Stratégie globale de l'Union européenne et le sommet de l'OTAN de Varsovie devaient confirmer le rôle important en termes de sécurité des parties orientale et méridionale de l'alliance. « Le processus de rédaction de la Stratégie globale de l'Union européenne en vue du sommet de l'OTAN doit réserver une place importante tant pour la partie orientale que pour la partie méridionale. Il doit comprendre l'engagement de renforcer la capacité de résistance de nos sociétés, une vision consistante et des actions pour assurer la continuité des efforts déjà faits dans la zone de la mer Noire, également pertinents dans la perspective de la sécurité énergétique (*Realitatea TV*, *Mediafax*, *PRO TV*).

A Munich, le Président Iohannis a également rencontré son homologue ukrainien, Pétro Porochenko, qui effectuera cette année une visite en Roumanie (*PRO TV*). Le Président Klaus Iohannis a renouvelé le soutien à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et a souligné l'importance de la mise en œuvre des accords de Minsk pour trouver une solution à la crise ukrainienne (*Mediafax*).

L'analyste Oana Popescu déplore dans *Adevărul* le fait que la présence du Président roumain à la conférence de Munich a été « passagère et sans visibilité : la présence la plus terne d'un leader européen de certaine importance ». Il s'agit, selon elle, du résultat d'une politique étrangère « mal inspirée, qui a placé la Roumanie dans une position marginale sur la scène internationale. Le Président roumain a prononcé un discours dans le cadre d'une table ronde sur l'avenir de l'OTAN devant les participants au niveau ministériel, inférieur au Chef de l'Etat ».

Visite de Dacian Cioloș à Bruxelles. Le Premier ministre Dacian Cioloş effectue les 15 et 16 février une visite à Bruxelles, au cours de laquelle il rencontrera Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission européenne, les commissaires Johannes Hahn (Elargissement) et Kristalina Georgieva (Budget et ressources humaines). Parmi les sujets abordés, les priorités de son gouvernement, sa vision du développement économique, le programme de la réforme administrative, l'implication de la Roumanie dans les débats européens. Le chef du Gouvernement discutera également de la crise des migrants, de l'adhésion de la Roumanie à Schengen, ainsi que du MCV (*Puterea*, *România Liberă*).

Visite de Donald Tusk à Bucarest. Le Président Iohannis rencontre ce soir Donald Tusk, président du Conseil européen, qui effectue une visite en Roumanie (*Agerpres*). Selon *HotNews.ro*, le principal sujet des discussions pourrait être l'accord entre l'Union européenne et la Grande Bretagne pour prévenir le Brexit : « Qu'est-ce que la Roumanie demandera à l'Union européenne et à la Grande Bretagne en échange d'une position flexible ? Est-ce qu'il pourrait être question de garanties militaires ou politiques, par exemple une garantie que les sanctions de l'UE à l'égard de la Russie ne seront pas levées en juin ? Ou des garanties que Bruxelles ne soutient pas North Stream 2 ? ».

Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. Le Premier ministre Dacian Cioloș a annoncé mercredi le lancement d'une série de mesures de lutte contre la pauvreté, visant plus d'un million et demie des Roumains vivant à la limite du seuil de pauvreté. Cette stratégie comprend 47 objectifs à remplir d'ici 2020, comme l'augmentation du taux d'emploi ou la réduction du nombre de personnes exposé au risque de pauvreté, dont notamment 1,7 millions d'enfants, le milieu rural étant particulièrement touché.

« *Il faut nous assurer que tous les enfants soient en possession de documents d'identité dès leur naissance, au-delà du soutien aux tests médicaux de dépistage et à la vaccination. En ce qui concerne les enfants d'âge préscolaire, notre objectif est de compléter le programme national « Tous les enfants en maternelle » avec quelques mesures d'aide à l'achat de fournitures scolaires, vêtements, vitamines* », a déclaré le Premier ministre, en citant également d'autres programmes destinés aux enfants visant à prévenir le décrochage scolaire. Le Gouvernement souhaite par ailleurs impliquer les personnes âgées dans des programmes d'aide aux enfants (programme « Les grands parents de la communauté »). En ce qui concerne les familles, le Gouvernement souhaite promouvoir une nouvelle législation pour clarifier la situation des logements sociaux.

Le chef du Gouvernement a demandé aux ministres du Développement régional et du Travail d'élaborer un plan, financé par des fonds publics et des fonds européens, pour soutenir cette stratégie contre la pauvreté. Selon Dacian Ciolos, ce plan devrait inclure des mesures déjà en vigueur, mais insuffisamment utilisées, ainsi que de nouvelles mesures. Le Gouvernement se propose d'allouer chaque année plus d'un milliard d'euros sous forme d'aides ou prêts aux Roumains démunis (*Mediafax*, *PRO TV*, *Radio România Actualități*, *HotNews.ro*).

Election des maires en deux tours : le PNL souhaite initier un contentieux administratif. Après le refus du Premier ministre Dacian Cioloș d'engager la responsabilité de son Gouvernement dans une démarche de modification de la législation électorale, les représentants du parti national libéral tentent « la solution de la dernière chance » afin que les maires soient élus en deux tours de scrutin, note *Gândul.info*. Le PNL souhaite initier un contentieux administratif visant à faire annuler l'arrêté gouvernemental fixant l'organisation

des élections locales en un seul tour le 5 juin 2016, adopté mercredi dernier. Le PNL voudrait invoquer durant ce procès une exception d'inconstitutionnalité, estimant le droit constitutionnel des citoyens à la représentativité lésé par l'élection des maires en un seul tour de scrutin. « Il n'y aura pas de démocratie en Roumanie si on ne réussit pas à imposer deux tours de scrutin pour l'élection des maires », a déclaré Alina Gorghiu, co-présidente du PNL. Elle a également affirmé que, selon les sondages, seuls 15 à 17% des maires en exercice seraient remplacés en cas de scrutin en un seul tour, alors que ce pourcentage augmentant à 70% en cas d'élections en deux tours.

D'autre part, les représentants du parti social-démocrate (PSD) affirment que la démarche des libéraux est inutile et pourrait bloquer l'organisation des élections locales. « L'arrêté gouvernemental est un document technique, qui fixe la date des élections, le calendrier et d'autres détails», a déclaré Marian Neacşu, secrétaire général du PSD.

Loi *datio in solutum*. Philippe Lhotte, PDG de BRD Société générale, a averti que l'application de la loi *datio in solutum* conduirait à la « mort » du programme « Premier logement », qui permet actuellement aux jeunes de moins de 35 ans d'acheter un logement par prêt immobilier à taux préférentiel. Il a estimé que cette loi ne pouvait pas entrer en vigueur sous sa forme actuelle et ne pourrait pas s'appliquer aux prêts déjà en cours, les dispositions se trouvant « entre le surréalisme et l'absurde ». « Aucun autre pays n'a de telle loi, dans son état actuel. On peut envisager une telle loi pour des cas sociaux, mais dans sa formule actuelle on arrive à se poser la question si elle n'affecterait pas l'économie roumaine ». Renvoyée pour réexamen au Parlement par le Président Klaus Iohannis en décembre 2015, la loi *datio in solutum* ouvrirait la possibilité pour un emprunteur de liquider complètement sa dette issue d'un prêt immobilier en transférant la propriété du bien immobilier au prêteur (*Adevărul*, *HotNews.ro*).

La Banque nationale roumaine (BNR) a adressé la semaine dernière une lettre à la commission des affaires financières et budgétaires du Sénat demandant que le texte de la loi soit amendé afin que la procédure ne s'applique pas aux prêts déjà en cours. La BNR demande également que la procédure s'applique seulement aux prêts inférieurs à 150 000 euros et aux cas où les mensualités à payer dépassent le niveau de 65% des revenus cumulés de l'emprunteur et de son garant. De surcroît, le bien immobilier doit héberger l'emprunteur ou sa famille rapprochée. Les recommandations de la BNR vont « tuer la loi *datio in solutum* », s'inquiète le député libéral Daniel Zamfir (*Jurnalul National*).

Daniel Diaconescu, président par intérim de l'ANAF. A la suite de la destitution de Gelu Diaconu, ancien président de l'ANAF, pour cause de son implication dans une affaire de détournement de fonds européens, Daniel Diaconescu, chef de la Direction générale d'informations fiscales de l'Agence nationale d'administration fiscale (ANAF) a été désigné hier au poste de président par intérim. (*Ziarul Financiar*).

Elections locales. Le parti M10, dirigée par la députée européenne Monica Macovei, a annoncé que Ciprian Ciucu, président du Conseil national d'intégrité (CNI), sera son candidat à la mairie de Bucarest aux élections locales du 5 juin 2016. Elu au CNI en tant que représentant de la société civile, Ciprian Ciucu est membre du conseil directeur du Centre roumain de Politiques européennes (CRPE) (*Agerpres*, *DIGI24*, *HotNews.ro*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- François Saint-Paul, ambassadeur de France, a inauguré un nouveau magasin Leroy Merlin à Constanța (*Radio Constanța*).

- Eric Faidy, président et directeur général du groupe Michelin pour l'Europe centrale et du sud et président de la Chambre de commerce française en Roumanie (CCIFER), a reçu vendredi 12 février, les insignes de chevalier de la Légion d'honneur, dans le cadre d'une cérémonie organisée à la Résidence de France. « Sous la direction de Monsieur Faidy, la CCIFER a renforcé son leadership et s'est positionnée en tant qu'interlocuteur actif des autorités spécialisées de Roumanie » a déclaré, à cette occasion, François Saint-Paul,

ambassadeur de France en Roumanie (*Agerpres*, *Rador*, *La Croix*, *LaMontagne.fr*, *ActualitésFrance.fr*).

- « François Hollande a remanié le Gouvernement Valls dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017 » (*Mediafax*), « Le remaniement du Gouvernement français a commencé par la démission du ministre des Affaires étrangères » (*Realitatea TV*), « L'ancien Premier ministre Jean-Marc Ayrault nommé chef de la diplomatie française. Les écologistes de retour au gouvernement » (*HotNews.ro*), « François Hollande, remaniement avant la présidentielle de 2017 » (*Ziare.com*), « François Hollande remanie le Gouvernement, mais ne convainc pas les analystes » (*RFI Roumanie*).

- Cristiana Pașca Palmer, ministre de l'Environnement, des Eaux et des Forêts, a participé le 12 février à Paris à une réunion sur les suites de la conférence de Paris sur les changements climatiques (COP21) de décembre 2015 (*Prompt Media*, *Agerpres*, *Antena Satelor*).

- « L'européisme de Dacian Cioloș, Premier ministre roumain » (*Le Taurillon*).

- « Une handballeuse française victime de cris racistes en Roumanie » (*Le Figaro*).

- Reportage sur Joel Deville, un retraité français installé en Roumanie (*PRO TV*).

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie